

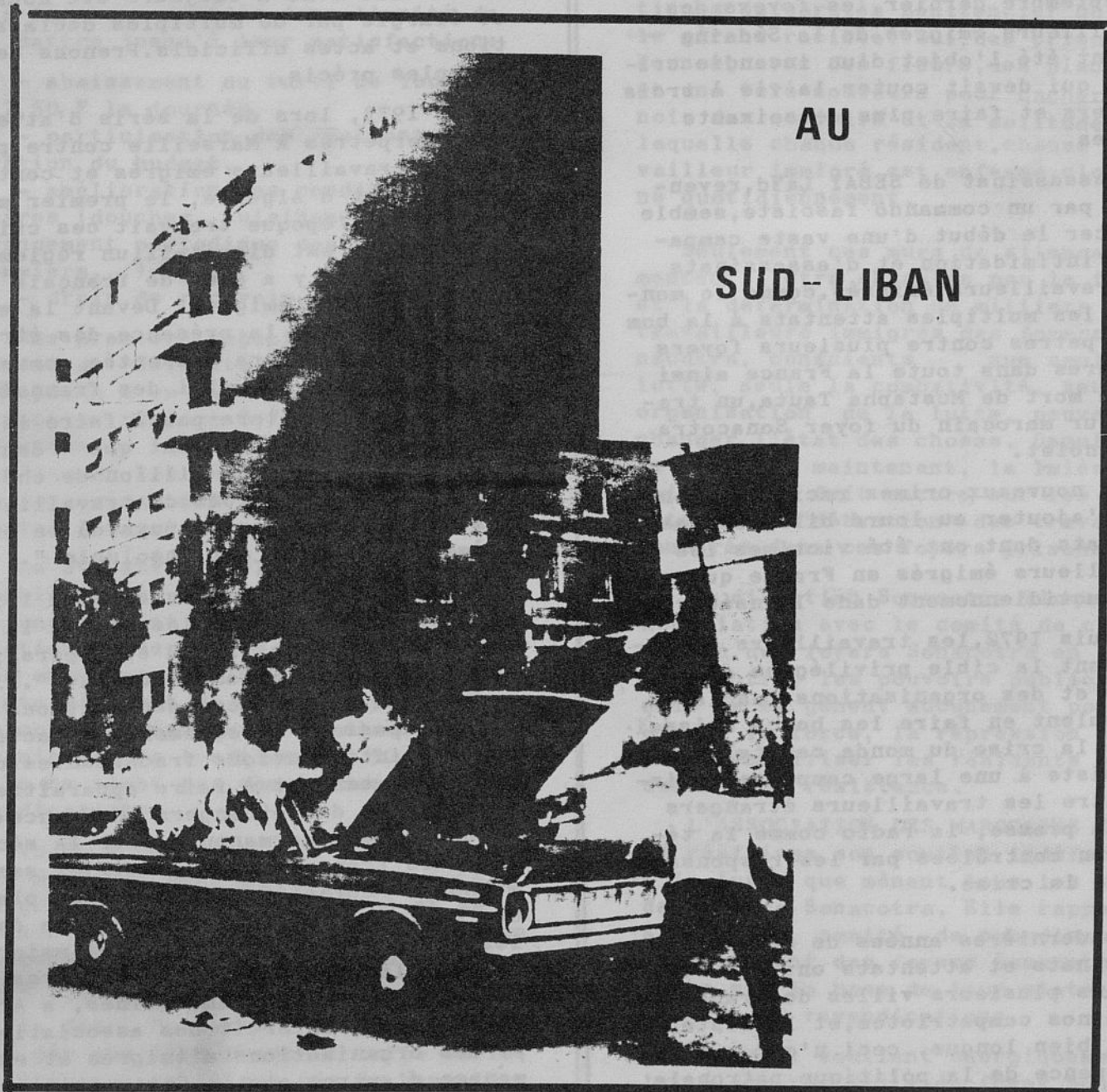
الجمالية المغربية

AL-JALYA

ORGANE DE L'ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE

33 RUE GODOT DE MAUROY

PARIS-9 Tél: 073-37-38



AU

SUD-LIBAN

crise, racisme et travailleurs émigrés...

La campagne raciste en France a pris une nouvelle ampleur avec l'assassinat de M. SEBAI Laïd, gardien de nuit dans les locaux de l'A.A.E. Déjà au mois de Septembre dernier, les foyers des travailleurs émigrés de la Sedaine avaient été l'objet d'un incendie criminel qui devait coûter la vie à trois ouvriers et faire plus de soixante blessés.

L'assassinat de SEBAI Laïd, revendiqué par un commando fasciste, semble annoncer le début d'une vaste campagne d'intimidation et d'assassinats des travailleurs émigrés, comme le montrent les multiples attentats à la bombe perpétrés contre plusieurs foyers d'émigrés dans toute la France ainsi que la mort de Mustapha Tauta, un travailleur marocain du foyer Sonacotra de Bagnolet.

Ces nouveaux crimes racistes viennent s'ajouter au lourd bilan des assassinats dont ont été victimes les travailleurs émigrés en France qui vivent quotidiennement dans l'insécurité.

Depuis 1972, les travailleurs étrangers sont la cible privilégiée du patronat et des organisations fascistes qui veulent en faire les boucs émissaires de la crise du monde capitaliste. On assiste à une large campagne raciste contre les travailleurs étrangers dans la presse, la radio comme la télévision contrôlées par les responsables de la crise.

Si ces dernières années de multiples assassinats et attentats ont été commis dans plusieurs villes de France contre nos compatriotes, et la liste en est bien longue, ceci n'est que la conséquence de la politique patronale dont les autorités assument l'entière

responsabilité. En effet les auteurs de ces attentats bénéficient d'une inquiétante impunité et la propagande raciste elle-même a toujours été nourrie et élargie par de multiples déclarations et actes officiels. Prenons des exemples précis.

En 1973, lors de la série d'attentats perpétrés à Marseille contre plusieurs travailleurs émigrés et contre le consulat d'Algérie, le premier ministre de l'époque trouvait ces crimes "normaux" c'est disait-il, un règlement de comptes, il y a plus de français assassinés que d'émigrés! Devant la montée du chômage, la présence des étrangers en France sera présentée comme une menace pour l'emploi des français. C'est que n'hésitera pas à faire le 1er Ministre en affirmant que " dans un pays où il y a un million de chômeurs et deux millions de travailleurs immigrés, n'est pas un pays où le problème de l'emploi est insoluble ".

En 1976, c'est le Ministre de l'intérieur qui déclare: " les vols à la tire sont à 70 % le fait d'étrangers, ils seront expulsés automatiquement ". Il ne restera pas sur ces déclarations, mais il passera directement aux actes par des interventions fracassantes de sa police tendant à faire apparaître la présence des étrangers en France comme une menace permanente pour la sécurité des français. Pour justifier ses méthodes repressives, il a mis en place des contrôles policiers réguliers dans les métros et les quartiers d'immigrés il organise des expulsions massives, ouvre des prisons clandestines, a fermé et ailleurs, interdit des associations et des organisations d'émigrés et en menace d'autres etc... Cette politique

sonacotra

Plus de 210 résidents immigrés du foyer SONACOTRA de la route d' Aulnay à BONDY ont décidé collectivement de s'organiser pour faire aboutir leurs revendications spécifiques.

Un comité de résidents a été élu récemment sur des bases démocratiques et ce, malgré toutes les manoeuvres de sabotage et d'intimidation du gérant raciste de ce foyer. Ils ont ensemble défini les revendications pour lesquelles ils sont décidés dans l'unité de se battre jusqu'à leur satisfaction:

- abaissement du tarif de location à 7,50 F la journée,
- participation des résidents à la gestion du budget,
- amélioration des conditions sanitaires (douches, cuisines, aération, changement périodique des couvertures, sommiers...)
- droit de recevoir des visites...

Une première négociation entre le comité de résidents et la direction SONACOTRA a eu lieu tout récemment. La direction propose 8,70 F de tarif de location au lieu de 7,50 F comme le revendiquent les résidents. Par ailleurs la Sonacotra omet volontairement de négocier les autres revendications.

Le 26 Janvier 1978 au foyer, une assemblée générale des résidents refuse unanimement la proposition de la direction Sonacotra de ramener le prix des chambres à 8,70 F. Tous les résidents décident de ne pas payer le loyer du mois de Février si la direction ne réduit pas la location à 7,50 F et si elle ne tient pas compte des autres revendications.

Vu de l'extérieur, le Foyer Sonacotra de Bondy avec ses plantes vertes, sa grande salle de télévision et sa grande cafétéria, fait dire à beaucoup de gens "ça a l'air très bien là dedans !".

En fait, "ça en a l'air"seulement, car dès que l'on franchit cette salle, l'intérieur ne laisse pas de rappeler un bâtiment pénitencier : des portes

numérotées comme des cellules, et à l'intérieur de chaque "cellule" de quelques mètres carrés un lit, un petit buffet, une table minuscule, une chaise, un lavabo.

Pour ceux qui voudraient faire une enquête sur la prison de Fresnes, ils pourraient tout simplement venir visiter les foyers-casernes pour travailler leurs immigrés, s'informer des conditions de l'internement et sur les pratiques du gardien pénitencier qu'est le gérant raciste. Oui, des prisons modernes, avec des fleurs, des plantes et une télé-couleurs pour cacher le noir des couloirs et la solitude dans laquelle chaque résident, chaque travailleur immigré est enfermé, cloisonné quotidiennement.

Seulement ces murs de silence commencent à être ébranlés par la force et la détermination de milliers de travailleurs immigrés des foyers sonacotra, conscients que seule la lutte, seule la combativité, seule l'organisation de la lutte, peuvent changer l'état des choses. Depuis plus de deux ans maintenant, la lumière est faite, et se fait encore, sur les conditions de "détention" des travailleurs immigrés dans ces foyers prisons.

La direction Sonacotra bloque toute négociation avec le comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte. Par contre, les pouvoirs publics français ne se gênent aucunement pour employer la force, la répression physique pour démobiliser les résidents et réduire leur résistance.

L'ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE réaffirme son soutien indéfectible à la lutte que mènent tous les résidents des foyers Sonacotra. Elle rappelle son soutien au comité de coordination seul représentant des foyers Sonacotra en lutte sur la base de leur plate-forme commune de revendications.

L'A.M.F. soutient énergiquement la lutte des résidents du foyer Sonacotra de Bondy.

LES TRAVAILLEURS MAROCAINS

DANS LE MIDI VITICOLE

En raison de son retard industriel et de son climat relativement tempéré, la région du Vaucluse a conservé un caractère essentiellement agricole. Il y existe bien quelques entreprises de construction immobilières et quelques conserveries, mais leur importance reste secondaire. De ce fait, la région accueille un grand nombre de travailleurs émigrés dont les effectifs atteignent 42.461, soit 11 % de l'ensemble de la population selon les statistiques établies par le ministère de l'intérieur.

Mais ce chiffre ne donne pas une image réelle de la population émigrée dans le Vaucluse, car il ne prend en compte ni les travailleurs saisonniers dans l'agriculture dont le nombre dépasse 15.000, ni les émigrés en "situation irrégulière".

Le nombre d'ouvriers marocains atteint pour 1975 6.000, soit 15 % de l'ensemble de la population émigrée dans la région. Les saisonniers "sans papiers" - ils sont nombreux - ne sont pas compris dans ces chiffres.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL INHUMAINES

Les travailleurs marocains employés dans l'agriculture, de même que leurs frères émigrés d'Afrique du Nord, subissent une exploitation des plus féroces, une sorte d'esclavage moderne qui revêt différents aspects :

- Ainsi les droits reconnus par le co-

de du travail connaissent un retard important dans le secteur agricole par rapport aux droits généraux acquis par la classe ouvrière en France grâce à sa lutte, particulièrement dans l'industrie.

- Par ailleurs - et cela est plus grave - dans le secteur agricole même les droits les plus élémentaires, garantis par le code du travail ou les conventions collectives, ne sont pas appliqués. Ils sont transgressés ou totalement ignorés par les patrons lorsqu'il s'agit d'en faire bénéficier les travailleurs émigrés. Ils sont de plus rarement pris en considération par les tribunaux quand ils ont à statuer sur les cas litigieux.

Ainsi, le salarié agricole émigré est soumis à une double exploitation :
- en tant que salarié, le salaire qu'il perçoit ne dépasse pas le minimum et reste sans rapport avec les conditions pénibles du travail en milieu agricole (intempéries, froid etc...)

- en tant qu'émigré, il est privé d'un grand nombre de droits légitimes d'ordre matériel (heures supplémentaires ...) ou moral (attitude raciste des patrons ...). Cette double exploitation peut revêtir plusieurs formes parmi lesquelles on peut citer :

- 1°- le licenciement arbitraire, présenté comme un départ volontaire ou une démission du travailleur pour le priver des indemnités légales et lui interdire l'inscription dans une ANPE.
- 2°- non paiement, partiel ou total, des heures supplémentaires ou refus d'application des taux de majoration lé-

goux de 25 et 50 %, notamment pendant la saison d'été où il est rare que le travailleur émigré travaille moins de 12 heures par jour, y compris les Dimanches et les jours fériés.

3°- non respect des clauses contractuelles portant notamment sur la durée du contrat. Les patrons se donnent le droit arbitraire de licencier les travailleurs émigrés avant l'expiration de leur contrat ou de céder l'ouvrier à un autre patron jusqu'à la fin du contrat.

4°- non paiement des congés payés garantis par la loi (1/12 du salaire).

5°- maintien du salaire au même niveau quelle que soit l'ancienneté de l'ouvrier.

La situation des travailleurs émigrés "clandestins", en grand nombre dans cette région, est autrement plus grave. En plus des difficultés de toutes sortes citées ci-dessus, ils perçoivent des salaires de misère bien inférieurs au minimum légal; ils ne disposent d'aucune garantie de l'emploi ni d'aucune sécurité en cas de maladie ou d'accident. Pour couronner le tout, ils sont constamment en butte à la répression et aux tracasseries policières.

DES CONDITIONS DE VIE DRAMATIQUES....

Conséquence "logique" de leurs conditions de travail, les travailleurs émigrés dans le secteur agricole vivent dans des conditions dramatiques. Les contrats de travail prévoient en effet dans ce secteur que l'ouvrier est tenu d'habiter pendant la durée du contrat sur le lieu même de son travail.

Pour ce faire, les patrons mettent à la disposition de leurs employés étrangers des hangars en guise de logements. Ces bâtiments sont dépourvus des conditions d'hygiène les plus élémentaires:

- pas même d'eau chaude pour la toilette en hiver,
- pas de WC à l'intérieur des hangars,

- pas de chauffage, ce qui pousse les travailleurs à assurer eux-mêmes leur chauffage par divers moyens tels que "le canoun", ce qui entraîne un grand nombre d'accidents, souvent mortels.

Ces conditions de vie ont des répercussions néfastes sur la santé des travailleurs qui se trouvent souvent atteints de tuberculose, de rhumatismes etc...

Par ailleurs, la région du Vaucluse ^{ne dispose} en tout et pour tout que de deux foyers "Sonacotra", l'un à Pontet et l'autre à Cavailon. Là aussi les travailleurs sont confrontés aux mêmes difficultés, et soumis à la même répression que leurs camarades de Paris ou de la région parisienne :

- loyers exorbitants,
- interdiction de recevoir des visites,
- interdiction de créer des comités de résidents pour défendre leurs droits légitimes etc...

...DANS UN ENVIRONNEMENT RACISTE

L'existence dans cette région d'un grand nombre d'anciens colons nostalgiques d'Afrique du Nord à la tête des différentes administrations ayant des rapports de près ou de loin avec les travailleurs émigrés, fait que le racisme se fait sentir ici avec une acuité toute particulière.

En plus de la discrimination qui frappe les travailleurs émigrés dans leurs droits matériels, ceux-ci sont confrontés à un racisme primaire quotidien. Il leur est par exemple quasiment impossible de trouver un logement en ville, ou un appartement dans une HLM du quartier de "Champfleuri" où il existe bien un grand nombre d'appartements inoccupés, mais interdit aux étrangers !.

Dans tous ses faits et gestes quotidiens, dans la rue comme dans le bistrot ou ailleurs, le travailleur émigré est exposé au racisme quotidien qui revêt différents aspects pouvant aller jusqu'à la liquidation physique

pure et simple. Les exemples ne manquent pas; tout dernièrement un algérien a été assassiné.

Devant cette situation critique des travailleurs émigrés, et plus particulièrement ceux du secteur agricole, aggravée et favorisée par l'éparpillement des ouvriers dû à la nature même de leur travail (le nombre de salariés travaillant dans un même endroit ne dépasse guère 10 en général), de nombreux comités ont vu le jour au sein des U.L. CFDT et CGT pour défendre les intérêts des travailleurs émigrés et renforcer la solidarité entre les ouvriers français et étrangers. Ils commencent à exercer une certaine pression sur les patrons pour les amener à respecter leurs propres lois.

C'est dans ce cadre que se situe l'action de la section d'Avignon de l'Association des Marocains en France. En collaboration avec les autres comités d'immigrés, elle joue un rôle im-

portant pour informer les travailleurs sur leurs droits légitimes en matière d'emploi, de logement, de formation, de lutte contre le racisme etc... A ce propos, les chiffres officiels démontrent que les décisions de Stoléro, qui tente de tromper les travailleurs émigrés en leur proposant le misérable million, n'ont pas eu d'effet notable dans la région du sud de la France: Provence Alpes-Côte d'Azur. Ainsi sur 5.690 lettres adressées aux ouvriers, 182 seulement ont reçu une réponse positive. Ce ne sont pas pourtant les pressions et les intimidations qui ont fait défaut pour amener les travailleurs étrangers à y souscrire.

Les travailleurs marocains, de même qu'ils rejettent les mesures racistes de Stoléro et manifestent leur solidarité avec tous les autres travailleurs émigrés, de même ils ont refusé la tutelle que cherche à leur imposer l'Amicale de l'ambassade marocaine en tentant d'ouvrir un bureau à Lille sur Sorgue dans le Vaucluse.

U-N-E-M-

Janvier 1977, le procès des 178 militants progressistes vient de s'achever à Casablanca. L'opinion démocratique mondiale dénonce les peines très lourdes prononcées contre des militants dont le seul crime est de soutenir les aspirations des masses populaires à plus de justice, de liberté, de démocratie.

Mai 1977, une vague de répression s'abat de nouveau sur le mouvement étudiant marocain. Des dizaines de militants sont enlevés, torturés. Comme d'habitude, le pouvoir réactionnaire ne respecte même pas sa propre légalité: ni mandat d'arrêt, ni présentation devant un juge d'instruction. Pendant 6 mois, les familles seront maintenues dans l'ignorance totale du sort des leurs.

Novembre 1977, 107 militants réapparaissent. 24 d'entre eux seront relâchés, 83 autres seront présentés au juge d'instruction à MEKNES; parmi eux ABDELOUAHID BELKEBIR.

A. BELKEBIR, militant du mouvement étudiant marocain est vice-président de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc depuis 1972. Après la dissolution arbitraire de l'UNEM le 24 janvier 1973, il sera arrêté une première fois avec un grand nombre d'autres étudiants et responsables de l'UNEM.

Il est jugé et acquitté durant l'été 76, il participera à toutes les luttes étudiantes jusqu'à son arrestation de nouveau en Mai 77.

A la mi-janvier 78 avec les 83 prisonniers politiques de MEKNES, il entame une grève de la faim pour imposer le statut de détenu politique et pour exiger que leur procès se tienne dans les plus brefs délais.

A l'occasion du 5^e anniversaire de l'interdiction arbitraire de l'UNEM, l'AMF fidèle à ses traditions démocratiques et conformément aux recommandations de son 9^e congrès, réaffirme son soutien inconditionnel à la lutte du mouvement étudiant marocain pour:

- la libération des responsables et militants de l'UNEM, et à leur tête le vice-président A. BELKEBIR.

- le retour à la légalité de l'UNEM.

ACTIVITES des Sections

A PARIS, CHEVILLY-la-RUE et St-DENIS, COMMEMORATION des évènements de MARS 1965.

Pour commémorer le 13ème anniversaire de l'insurrection populaire de MARS 1965 au MAROC, les sections A.M.F. de Saint-DENIS, de PARIS et de CHEVILLY-la-RUE ont organisé localement 3 meetings de soutien aux luttes du Peuple marocain, respectivement les 2 avril, 26 mars et 25 mars 1978. L'Union locale CFDT de St-Denis, au cours du meeting qui s'est déroulé sur la localité, réaffirma son soutien indéfectible aux luttes populaires menées au Maroc et rappela sa solidarité agissante avec les travailleurs immigrés en lutte en France.

A DAMMARIES-les-LYS : Tournoi de FOOTBALL

Dammarie : QUAND LES FOOTBALLEURS MAROCAINS SE MESURENT



La section locale de Dammaries-les-lys, dans le cadre de ses activités sportives, a organisé le 15 Avril 1978 à Dammaries-les-lys, un tournoi de football au terrain des sports, avenue Jean Jaurès.

Quatre équipes étaient prévues : 3 équipes locales marocaines de l'A.M.F. St-Denis, A.M.F. Dammaries-les-lys, A.M.F. Montereau et une équipe martiniquaise de Melun.

Le tournoi opposa, après le désistement des martiniquais, les trois équipes marocaines de l'A.M.F.

1ère rencontre : A.M.F. St-Denis/ A.M.F. Dammaries-les-lys
4 à 1

2ème rencontre : A.M.F. St-Denis/A.M.F. Montereau
4 à 1

3ème rencontre : A.M.F. Montereau/ A.M.F. Dammaries-les-lys
(de classement) 2 à 1

Les footballeurs marocains de Saint-Denis remportèrent le Tournoi. Les trois équipes étaient récompensées chacune d'une coupe et de récompenses.

APPEL : tous les travailleurs marocains désirant faire partie d'une équipe de football marocaine peuvent en faire la demande en contactant l'A.M.F.PARIS qui les orientera :

adresse : Maison des Travailleurs Immigrés
46, rue de Montreuil
75011 - PARIS (métro : Faidherbe/Chaligny)
Boulets/Montreuil)

Périances : tous les jours du lundi au vendredi
de 18 H 30 à 20 H
et le samedi de 15 H à 18 H

A GENNEVILLIERS : COLLOQUE SUR L'IMMIGRATION

Pour le retour immédiat de Saïd SMIHI, militant de l'A.M.F. et ex-responsable de l'UNEM, expulsé de France dans les conditions les plus arbitraires, pour soutenir la grève de la faim de Latifa SMIHI, sa femme entanée le 4 Avril 1978 et contre toutes les expulsions, l'A.M.F. Genevilliers a organisé le 15 Avril à la Bourse du travail de la localité un colloque sur l'immigration.

De nombreuses personnes y ont assisté ainsi que l'ensemble des forces démocratiques et progressistes de la localité (CGT-CFDT-ASTI....) et parmi elles, la municipalité. Prenant la parole, elles ont réaffirmé leur soutien aux luttes de l'immigration, exigé le retour sans conditions et immédiat de Saïd SMIHI et se sont élevées contre toute expulsion frappant les travailleurs immigrés en France.

rappel : le Ministère de l'Intérieur vient enfin d'autoriser le retour du militant Saïd SMIHI en France.

CONTRE TOUTE EXPULSION, MOBILISONS-NOUS !

P.S. A l'heure où nous mettons sous presse, nous venons d'apprendre que Saïd SMIHI est arrivé en France. C'est pour nous et l'ensemble des forces démocratiques et progressistes une victoire éclatante contre les expulsions arbitraires.

PROCHAINEMENT A PARIS

6 MAI 1978 : 1^{re} A.M.F.PARIS organise une soirée/théâtre le 6 Mai 1978 à 20 H 30 à la M.T.I., 46, rue de Montreuil - PARIS 11^e, (métro : Faidherbe-Chaligny ou Boulets-Montreuil).

Pièce : le VISAGE et le MASQUE (2 immigrés, Si Tahar, un travailleur manuel et Si Kraja, un intellectuel, vivent ensemble une longue nuit dans une cave où ils cohabitent). Une adaptation de la pièce de MROZLIK. les "EMIGRES". Texte en arabe.

14 MAI 1978 : l'AMF PARIS organise le 14 MAI 1978 à la MTI, 46, rue de Montreuil à PARIS 11^e, une rencontre/débat sur le MAROC.

Programme : -montage-diapos sur le Maroc
-débat sur la situation actuelle au Maroc.

VENEZ NOMBREUX (Thé - Boissons)

A PROPOS DES CLEMENTINES

DE BERKANE

Depuis quelque temps les "belles clémentines de Berkane" sont l'objet d'une publicité tapageuse sur les ondes comme sur les écrans. Après le Maroc des "jolies plages bleues" et des "Clubs Méditerranée", après le Maroc des souks pittoresques et du folklore pour touristes, voici le Maroc des clémentines.

Nul doute qu'on ne parlera ni de Berkane, ni de ses habitants et de leur vie de tous les jours, ni de ceux qui, depuis la récolte jusqu'au conditionnement de ces fameuses clémentines, subissent les frais d'une politique agricole anti-nationale, essentiellement conçue et orientée suivant les besoins des centres impérialistes de l'Europe communautaire, et notamment la France.

BERKANE...

Ville reliée à la province d'Oujda dans la plaine de Triffas traversée par les eaux de la Moulouya dans le Nord-Est du Maroc, à 70 Kms environ de la Frontière algéro-marocaine, elle connaît une très forte densité d'habitants.

Beaucoup de familles sont restées là qui attendent le mandat périodique du fils ou du père qui s'est expatrié en Europe.

En effet, un grand nombre de travailleurs marocains émigrés sont originaires de la région Nord-Est du Maroc.

Ce qui frappe le plus, c'est la grande proportion de jeunes chômeurs désœuvrés (qui ne perçoivent aucune indemnité quelle qu'elle soit), expulsés de l'enseignement pour diverses raisons et n'ayant qu'un souci qui frise l'obsession, celui de

se procurer un passeport, par tous les moyens, y compris la corruption ou "la maâri-fa" (piston) pour quitter pays, ville et famille pour des horizons qu'on leur aurait décrit un peu trop vite, un peu trop mal. En attendant, la musique, le foot-ball, le Kif et les jeux de cartes sont leurs principaux divertissements pour tenter de calmer une douleur et une colère grandissantes.

Parmi ces jeunes, beaucoup s'occupent comme ils le peuvent dans de menus travaux. Certains se fabriquent une caisse, s'achètent une brosse et une boîte de cirage... et cirent les chaussures de ceux qui ont les moyens de se les faire cirer. Pendant "la saison", d'autres, dont beaucoup de jeunes filles, partent dès l'aube dans des camions de service pour cueillir des fleurs contre quelques dirhams. D'autres encore réparent des bicyclettes ou travaillent pour des petits commerçants de tissus ou gardent encore, toujours pour quelques dirhams, un vignoble toute la journée.

Chacun est obligé de se débrouiller, de faire preuve d'un peu d'imagination pour chercher à s'employer quelque part, pour quelques heures contre quelques misérables dirhams.

Quant aux enfants, devant l'absence de toutes structures de loisirs, au sortir de l'école coranique où ils auront récité à longueur de journée des versets du Coran dont ils ne comprennent ni les mots ni le sens, ils se jetteront dans la rue pour jouer avec la voiture ou la camionnette miniature qu'il se seront fabriquée seuls avec des boîtes de conserves Nestlé,

ou Gloria et un bout de fil. Ils rentrent le soir tout écorchés par les cailloux de la ruelle non goudronnée pour se mettre à table devant un repas communautaire pour 15 que la mère aura préparé.

Les femmes, la plupart du temps reléguées à leurs tâches domestiques, sont obligées elles aussi de se débrouiller avec les quelques dirhams rapportés au foyer par le mari au prix d'une journée entière de travail à la tâche, pour faire face à toutes les dépenses (nourriture, vêtements etc...). (Dans la plupart des ménages marocains, notamment en milieu rural, la part des dépenses alimentaires est considérable: elle atteint près de 70 % des dépenses totales de consommation).

Beaucoup d'entre elles attendent avec impatience le facteur porteur du mandat en retard ou que le mari semble oublier d'envoyer de l'étranger. Et pour cause, les difficultés d'argent ne sont pas moindres pour les travailleurs émigrés en Europe.

On pourrait en dire bien davantage sur Berkane, petite ville du Maroc. On pourrait en dire autant sur les conditions de vie des masses populaires marocaines. Il suffirait d'un petit détour, d'un petit regard sur le Maroc pour mieux apprécier le goût de ses belles clémentines.

...ET LES CLEMENTINES

Il est bien rare que pendant certaines saisons l'on ne trouve pas sur les marchés d'Europe des clémentines, des oranges ou d'autres primeurs en provenance du Maroc.

Suite article Sur le Racisme

sera d'ailleurs suivie jusqu'à ce jour. Le 29 Septembre 1977 ce sont les mesures racistes de Stoléru.

Tout cela montre clairement que la politique de division et de discrimination est l'axe prioritaire du gouvernement et du patronat qui veulent résoudre la crise aux dépens des travailleurs étrangers. C'est pour cette raison que nous appelons toutes les organisations démocratiques et progressistes, et tous les travailleurs de toutes les nationalités à faire échec dans l'unité à ces campagnes racistes et exiger

En effet, les exportations du Maroc vers les pays de la C.E.E. avaient atteint en 1966/1967 60 % de l'ensemble des exportations marocaines. Le contenu de ces exportations peut se ramener à deux catégories : les matières premières (phosphates etc...) et les produits agricoles. En ce qui concerne cette dernière catégorie, elle comprend essentiellement les céréales, les fruits et légumes, les produits de la mer, l'huile d'olive ...

C'est le 31 Mars 1969 que le Maroc signe les premiers accords avec la C.E.E. D'autres accords seront passés les années suivantes. Ceux-ci ne feront que renforcer la dépendance de l'économie de notre pays vis à vis de l'impérialisme.

L'agriculture marocaine est totalement soumise aux exigences de l'extérieur. Elle subit bien souvent le contrecoup des mesures restrictives imposées par les pays impérialistes qui tantôt préfèrent les tomates et les oranges espagnoles à celles du Maroc, tantôt l'inverse, ce qui déséquilibre dans une large mesure la marche de toute l'économie marocaine.

Cette politique de nature anti-nationale a des conséquences extrêmement graves pour les ouvriers agricoles qui, comme à Berkane, sont obligés de travailler pour des salaires dérisoires, dans des conditions difficiles et sans la moindre garantie d'emploi. Dans les coopératives de conditionnement d'oranges et de clémentines à Berkane dont certaines sont situées en dehors de la ville, femmes, hommes et enfants travaillent au tri des produits : les meilleurs fruits sont destinés à l'étranger, les moins bons au marché intérieur.

que la lumière soit faite sur l'assassinat de Laïd, Mustapha Touta et tous les autres crimes.

Pour le droit de vivre et de travailler en France dans la dignité et le respect.

Pour le droit d'association, d'expression et de réunion.

- contre toute loi raciste et discriminatoire,
- contre les expulsions arbitraires,
- pour la stricte application de la loi de Juillet de 1972 anti-raciste,
- pour l'arrêt des fouilles et des contrôles policiers.

MAROC / INFORMATIONS

— Le 9 Février, Casablanca : devant les tentatives de division de l'administration, les travailleurs des phosphates du port de Casablanca affirment leur solidarité avec le syndicat national des phosphates. Ils réclament aussi une participation des travailleurs à la planification et la gestion de la politique phosphatière, estimant que la politique actuelle lie l'avenir de cette richesse nationale au capitalisme international.

— Le 11 Février : grève très suivie des employés de guichets de la banque du Maroc : grève d'avertissement des employés et de certains cadres le 10 Février dans les villes suivantes : Casa, Marrakech, Tanger, Fès, Meknes, Beni-Mellal. Une 2ème grève est envisagée si celle-ci reste sans effet.

— Rabat : après la grève menée par les internes du Lycée Lalla Aïcha les 6, 7, 8 Février pour protester contre la qualité de la nourriture et le régime de l'internat, les internes (240) ont été expulsées mercredi soir à 17 heures, sur ordre de la délégation semble-t-il; pour l'anecdote : 2 élèves ont été ramassées par la police au cours d'une rafle nocturne, ramenées au Lycée, et la surveillante générale s'est vu obligée de les accepter.

(D'après le journal EL MOHARRIR)

— Selon l'agence REUTER, 10 000 mineurs du gisement de phosphate de Khouribga, la plus importante mine du Maroc, ont observé mercredi 12 avril un arrêt de travail de 48 heures pour appuyer des revendications d'ordre salarial. Selon le syndicat national des ouvriers des phosphates (SNOP), la grève a été observées à 95 % à Khouribga où la production a été paralysée.

— Les ouvriers de la sucrerie de ZAI0 ont observé une grève au cours du mois d'Avril.

— La plupart des enseignants marocains ont observé un arrêt de travail de 48 heures début Mars. Si leurs revendications ne sont pas satisfaites, ils comptent faire grève au moment des examens.

— Les 17 et 18 Avril 1978, la majorité des routiers-transporteurs se sont mis en grève pour protester contre les abus de la gendarmerie. En effet, celle-ci se mettait à retirer sans motifs valables les permis de conduire des chauffeurs-routiers. Par ailleurs, on vient de mettre au Maroc, au service de cette gendarmerie "nationale" des voitures de choc, formule sport, ALFA-ROMEO... pour mieux réprimer !!!

— L'aide accordée par la France au Maroc pour 1978 se monte à 1.150 M FF contre 1.000 l'an passé. Elle est constituée de 270 M F de prêts gouvernementaux à long terme et de 580 M F de crédits privés garantis par le Coface, destinés à financer divers projets de développement comme la cimenterie de Casablanca, les sucreries de l'oriental et des Doukkalas, une usine de production d'huiles et de lubrifiants à Mohammedia, une filature à Settat, Maroc Phosphore II, une fonderie de pièces de camions à Kénitra, l'équipement de l'OCP, de l'ONCF, la fourniture de matériel de télécommunication et de pêche. Son second volet de 300 M F comprend une aide à la balance des paiements de 60MF de prêts gouvernementaux et de 240 M F de prêts privés garantis pour couvrir la moitié des achats de produits de consommation finis ou semi finis ainsi que des achats de petits matériels d'équipement. Les prêts gouvernementaux sont conclus à 3 % d'intérêt et les crédits privés garantis à 7,5 %." (D'après l'AMALIF)

— L'autoroute EL JADIDA - RABAT, la Cité Universitaire nouvelle de Casa et plusieurs chantiers de Construction au Maroc ont été temporairement arrêtés : motif : il n'y a pas d'argent pour continuer les travaux !!!!

— Aperçu sur les prix en cours au Maroc :

viande	20 dhirams/kg
tomates	4 dhirams
carottes	1,50 dhiram
oranges	1,25 dhiram
sucre	4 dhirams
huile	3,50 dhirams

Taux horaire du S M I G au Maroc :

TENEZ-VOUS BIEN : 1 dhiram 40

— Les enseignants marocains du Secondaire se sont mis en grève les 11 et 12 Avril 1978 pour des revendications portant sur les salaires.

Les enseignants des facultés et grandes écoles se sont mis en grève le jeudi 20 Avril 1978. Ils réclament le droit de participer à l'élaboration de la réforme de l'enseignement supérieur et une revalorisation des traitements.

— Grève à l'OCE (Office de Commercialisation et d'Exportation) le jeudi 20 Avril 1978

المهرجان الثقافي الثالث للعمال المهاجرين يحقق نجاحا هاما



SADATE, ISRAEL ET LES PALESTINIENS

Les 19, 20 et 21 Novembre 1977, Israël a fêté la plus grande victoire de son histoire. Dans le "monde sioniste", ce fut trois jours d'euphorie (le mot n'est pas exagéré).

Ce que l'entité sioniste n'a pu arracher par plus de 30 années d'agression et de spoliation, d'oppression et d'usurpation, la réaction arabe le lui a offert sur un plateau.

Le voyage de Sadate à Jérusalem "est une véritable reconnaissance", commentait avec satisfaction un journal américain. Mais venant du représentant de l'impérialisme US, ces paroles revêtent une signification autrement plus importante pour le monde arabe.

L'initiative de Sadate légitime l'occupation sioniste. C'est une véritable trahison des aspirations des masses arabes, c'est un coup de poignard porté dans le dos de la Résistance Palestinienne et son représentant l'OLP que Sadate n'a pas jugé nécessaire de citer dans son discours capitulaire devant la KNESSET

Le Régime Egyptien semble obstiné à vouloir dialoguer avec ceux qui, par le sang et les armes, pourchassent depuis des dizaines d'années nos frères palestiniens.

Le Régime Egyptien semble oublier que, pendant qu'il dialogue avec BEGIN, des tortionnaires sionistes font subir aux détenus politiques palestiniens les pires tortures, les pires atrocités, et que la police sioniste raciste utilise des méthodes les plus remarquablement inhumaines pour réprimer les populations palestiniennes et ce sur leur propre territoire, occupé depuis près d'un demi-siècle.

Le Régime Egyptien semble encore oublier que tout récemment au sud-Liban, femmes, hommes et enfants palestiniens ont été massacrés par l'armée sioniste.

JAMAIS, ni le peuple marocain, les peuples arabes, ni tous ceux qui sont épris de justice et de liberté n'oublieront les massacres sionistes perpétrés à l'encontre du peuple arabe de Palestine et ses forces combattantes. Jamais encore, les travailleurs immigrés arabes, tous les travailleurs n'oublieront les assassinats sionistes en France contre les militants Mahmoud SALEH, Bassil KOUBAISSI, Omar HAMCHARI.

JAMAIS non plus, notre peuple et ses forces progressistes et nationales n'oublieront les massacres perpétrés contre les masses laborieuses égyptiennes ces dernières années, en particulier, en janvier 1977, par le régime réactionnaire et pro-impérialiste d'Egypte qui veut aujourd'hui hautement et sans vergogne parler au nom des Palestiniens ! Qu'il reconnaisse d'abord et avant tout les droits du peuple Egyptien à la liberté et à la démocratie avant qu'il aille dialoguer pour quelconque autre peuple.

Pour notre peuple, la lutte du peuple palestinien reste une lutte nationale pour laquelle il s'est engagé, de par ses forces nationales progressistes, à soutenir jusqu'au bout et jusqu'à la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

La tentative capitulationniste du Régime Réactionnaire d'Egypte, dictée et guidée par l'impérialisme U.S. et le sionisme, ne peut qu'amener toutes les forces nationales et progressistes arabes, toutes les forces démocratiques et progressistes internationales, à resserrer les rangs dans la lutte contre la coalition impérialo-réactionnaire sioniste au Moyen-Orient et dans le monde entier, coalition qui s'efforce de négocier des solutions au détriment du peuple palestinien.

L'A.M.F. dénonce toutes les complicités du pouvoir réactionnaire marocain dans sa collaboration étroite à l'oeuvre capitulationniste du régime égyptien.

Elle ne peut que s'indigner devant les paroles du gouvernement marocain qui, dans une déclaration de soutien à la visite de Sadate en Israël, lançait sans vergogne : "Imaginez le génie des israéliens et les ressources matérielles des arabes." Quoi de mieux pour insulter les peuples arabes, quoi de mieux pour appeler à la soumission capitulationniste!!!!!!



ANOUAR EL-SADATE.
L'angoisse de la trahison.

La terre appartient au peuple, et quiconque voudra l'en exproprier ou l'en ayant exproprié, subira les lourdes conséquences de la lutte des peuples dont la victoire reste inéluctable.

CONTRE toute tentative de négociation sans la reconnaissance officielle des droits du peuple palestinien,

l'O.L.P.

SOUTIEN TOTAL à la Révolution Palestinienne et à son unique

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES PALESTINIENS ET MAROCAINS !

PALESTINE SUD - LIBAN

Sous prétexte de représailles faisant suite à l'opération de Tel Aviv, l'Etat sioniste entre en action dans une nouvelle phase de complot impérialiste, en lançant une vaste agression criminelle au sud du Liban contre la révolution palestinienne et le mouvement national libanais.

Les objectifs de ce nouveau complot sont :

- l'annexion du Sud-Liban
- la liquidation de la révolution palestinienne et l'affaiblissement des forces nationales libanaises.
- le renforcement et la consolidation du camp isolationniste de droite.

Ce projet sioniste d'occupation du Sud libanais est un vieux projet de la vermine sioniste dont l'objectif est d'occuper tout le sud du Liban jusqu'au fleuve du Lithani. Il répond aussi à la même stratégie de l'Etat sioniste qui l'a régi depuis 1948, à savoir, l'occupation des terres arabes, l'expansionnisme et la politique d'extermination des populations civiles, des villes et des villages libanais et des camps de réfugiés palestiniens.

Néanmoins, malgré l'ampleur de cette agression criminelle et les moyens sophistiqués utilisés par les forces sionistes, les forces conjoin-



tes de la révolution palestinienne et le mouvement national libanais ont mené une lutte héroïque, infligeant de lourdes pertes aux forces sionistes et réactionnaires, mettant ainsi en échec les complots de l'impérialisme du sionisme et des forces isolationnistes.

L'A.M.F. s'élève contre ce complot odieux déclenché contre le Liban et la révolution palestinienne, et appelle l'ensemble des forces démocratiques et progressistes éprises de liberté et de paix, à élever bien haut leur voix pour dénoncer cette agression impérialiste et exiger le retrait total, immédiat et inconditionnel des forces sionistes.

Les forces arabes progressistes doivent assumer leur rôle pleinement et réellement dans cette bataille contre le sionisme et l'impérialisme et non pas se contenter de slogans pompeux et de conférences au sommet sans appliquer au moment venu, les décisions de telles réunions.

La riposte actuelle contre le complot impérialiste, incombe, non pas exclusivement à la révolution palestinienne et au mouvement national libanais mais à l'ensemble des forces progressistes arabes dans le monde.

Nous remarquons avec stupéfaction que les forces du Front arabe de la fermeté se sont contentées de déclarations fracassantes sans participer réellement à la bataille contre le sionisme par un soutien matériel massif et l'envoi de troupes arabes pour mettre fin au génocide du peuple palestinien.

Nous dénonçons aussi le complot de soutien "indirect" entretenu par la réaction arabe au sionisme et les solutions capitulaires des régimes réactionnaires et à leur tête, le traître Sadate et le régime marocain.

L'A.M.F. dénonce donc l'ensemble de ces solutions quelles que soient leurs formes, et appelle toutes les forces arabes à assurer un soutien total et effectif au peuple palestinien sous la conduite de l'O.L.P., l'unique représentant du peuple palestinien, pour son Droit à l'autodétermination et l'instauration en Palestine d'un Etat arabe sans discriminations sociales ou raciales.

SUITE →

IRAN

Le régime sanguinaire du Chah a, encore une fois, versé le sang de plusieurs centaines de nos compatriotes à Tabrize.

Le samedi 18 février 1978, pour commémorer la mémoire des cents martyrs tombés sous les balles de l'armée du Chah, il y a 40 jours, dans la ville de Qôme, il y a eu plusieurs manifestations en Iran, notamment à Mashad, Téhéran, Chiraz, Ispahan et Tabriz. Ces manifestations se transformèrent assez vite en manifestations antigouvernementales.

A Tabriz, les masses laborieuses ont manifesté leur haine au régime sanguinaire du Chah, en attaquant les commissariats de Police et les centres de répression, en particulier le centre du parti unique néo-fasciste "Rastakhize" (Résurrection).

C'est alors que l'armée intervint et, aux dires des agences de presse internationale, la répression fut assez sanglante. On tira, avec des mitrailleuses installées sur des hélicoptères, sur les manifestants. Il y a eu une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés.

Ce nouveau crime s'ajoute à une dizaine d'autres commis depuis le début de cette année et vient alourdir le bilan, déjà tristement célèbre, des martyrs de ce régime sanguinaire.

Autre aspect de la répression en Iran, c'est la création des groupes paramilitaires, véritable réplique des escadrons de la mort de l'Amérique Latine, et qui ont pour mission de battre, de torturer et d'assassiner les opposants au régime dans la rue et dans les lieux publics. Ils ont déjà commis 63 meurtres et ont blessé plusieurs centaines de personnes.

Le piétinement des libertés les plus élémentaires, les arrestations arbitraires, la torture des prisonniers politiques, les exécutions sommaires... d'un côté et de l'autre l'inflation galopante et la misère noire de la grande majorité de la population, ont fait que la situation en Iran est vraiment explosive. Les masses laborieuses de notre peuple ont compris, depuis longtemps, que l'épanouissement des libertés et l'amélioration de leurs conditions de vie passent par le renversement de ce régime, véritable valet des puissances impérialistes.

Nous lançons un appel à tous les démocrates, à tous les hommes épris de justice et de liberté et à toutes les forces progressistes, de soutenir la lutte du peuple iranien et de dénoncer le régime fasciste du Chah.

Tract de la Confédération des Etudiants
iraniens du 27.2.1978 (Union Nationale)

SUITE PALESTINE - SUD-LIBAN

Les forces progressistes arabes doivent se mobiliser aussi aux côtés du M.N.L. pour mettre en échec la création d'une entité fasciste dans le sud du Liban, la prétendue ceinture de sécurité, et pour que le Liban recouvre son intégrité totale.

GLOIRE aux martyrs Palestiniens et Libanais de l'O.L.P. et du M.N.L.

VIVE la lutte du peuple palestinien
SOUTIEN TOTAL A L'O.L.P.

A BAS l'Etat sioniste

POUR une Palestine progressiste et démocratique

LA TUNISIE à l'heure de l'émeute

Plusieurs dizaines de morts, plusieurs centaines de blessés, la centrale syndicale U.G.T.T. mise à l'arbitraire, après l'arrestation de ses dirigeants. UN climat politique plus tendu et incertain que jamais, tel est le bilan de ce 26 Janvier 1978 où la Tunisie a connu sa première grève générale. Bien des signes indiquent que le gouvernement réactionnaire ait voulu en finir avec les syndicats coupables, à ses yeux, d'une escalade des tensions sociales et politiques durant l'année 1977.

La situation actuelle marque donc l'aboutissement d'une évolution très longue et plus rien ne sera comme avant ce sanglant 26 Janvier.

Pour comprendre la gravité, il faut se rappeler que le régime Bourguibiste a joui d'une réelle popularité de longues années après l'indépendance jusqu'au début 1970. Il a su faire un gouvernement de coalition entre les tendances du libéralisme et celles du réformisme social.

Cette émeute a révélé l'ampleur des frustrations et de la colère des masses populaires qui subissent depuis l'indépendance formelle une politique anti-populaire.

Un point de non retour a été franchi car il s'agit là de la crise la plus grave qui ait affecté le régime de Bourguiba en 22 ans d'indépendance. En effet, les précédentes crises ont toutes affecté le système de l'intérieur même si elles sont passées sous silence (élimination de SALAH ben youssef en 61, complot militaire en 62, élimination de Ben SALAH du pouvoir en 1969, puis des "démocrates socialistes" de MESTIRI en 71-74 et l'arrestation de plusieurs militants de sont multipliés depuis 1970)

Pour la première fois la lutte confronte le pouvoir et son instrument le PSD à des forces qui s'opposent ouvertement à lui sur fond d'une contestation populaire très active.

En général, l'effort libéral a porté surtout contre les aspects les plus rigides de la tradition. Et sur ce plan, on peut enregistrer des acquis certains.

La Tunisie possède la législation la plus avancée du monde arabe en ce qui concerne le statut de la femme, aussi le pouvoir n'a pas craint de s'opposer aux clercs de la Mosquée EZZETOUNA afin de moderniser et laïciser la vie politique. L'effort aussi sur le plan éducatif était important.

Un populisme s'est incarné en Ahmed BEN SALAH de 61 jusqu'à son limogeage et son arrestation en 69, ministre du plan, des finances, de l'économie nationale et de l'agriculture, qui a organisé des coopératives de production et de services les terres des petits paysans. 4 millions d'hectares sont couverts par ces coopératives.

La visée était de sortir la petite paysannerie du Sahel de son état marginal et de renforcer ainsi la base du régime tout autant que les potentialités économiques du pays. En principe le mouvement coopératif et le socialisme destourien ne devaient pas remettre en cause la montée et le raffermissement de la bourgeoisie ni les liens privilégiés avec l'occident.

Ainsi les structures économiques et commerciales qui n'avaient pas été réformés en conséquence, l'exés bureaucratique et les mesures appliquées d'autorité vont amener ces coopératives à l'échec. C'est ce qui a amené Bourguiba à stopper l'expérience et à arrêter BEN SALAH, condamné à 10 ans de travaux forcés.

C'est en 1970 que le populisme Bourguibiste a tourné court, la bourgeoisie va mettre les bouchées doubles : la concentration de la propriété foncière s'accélère, la prolétarianisation des paysans et l'exode rurale sont devenues le phénomène de l'actualité, ainsi que l'immigration vers les villes. Le chômage allait devenir la plaie par excellence du système. L'application de la loi du 27 Avril 1972 est maintenue cette loi qui ouvrait les grandes portes de la Tunisie aux investissements étrangers, elle offrait à leurs capitaux, des exonérations fiscales et des facilités importantes, et tout cela n'a abouti

LA REPRESSION AU MAROC

Saïda MENEHBI est morte. Elle est morte dans la fleur de l'âge. Elle est morte pour sa dignité. Elle est morte pour des convictions qui l'avaient conduite à un procès où elle fut condamnée, à l'instar de 177 autres accusés - dont 139 étaient attraités au box et les autres jugés par contumace -, à des peines ahurissantes.

Saïda MENEHBI a été condamnée le 15 février dernier par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca - où ce procès politique fut ouvert le 3 janvier - à cinq ans de prison pour un complot imaginaire et à deux années supplémentaires assorties d'une amende de 5.000 DH pour trouble de l'audience, en fait pour avoir revendiqué le respect du droit inaliénable de la personne humaine de se défendre comme elle l'entend.

Arrêtée en Mars 76 et gardée à vue durant près d'un mois, Saïda MENEHBI a été présentée à un juge d'instruction de Casablanca qui, à son tour, ordonna son incarcération à la prison de cette ville, où elle est restée, à l'instar de trois accusées condamnées avec elle, jusqu'à leur libération il y a une vingtaine de jours; les autres ayant été transférés à la prison centrale de Kenitra après leur jugement.

TOUS ont formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt du 15 février. La cour suprême n'a pas encore statué sur le recours.

Depuis qu'ils ont été condamnés (nous ne voulons pas évoquer ici la période antérieure, qui fut également sombre), les détenus n'ont pas cessé de protester contre les conditions inhumaines de leur détention, inhumaines mais aussi manifestement illégales, ces prisonniers étant continuellement en butte à des brimades et quelquefois à des actes de violence de la part de certains fonctionnaires de l'appar-



Saïda MENEHBI

reil pénitentiaire.

Ces détenus n'ont pas cessé de demander le respect de leurs droits de détenus, et d'abord la cessation des abus d'autorité dont ils sont l'objet. Et leurs protestations ont parfois pris forme de grèves de la faim.

Mais ni les violences, ni les brimades n'ont cessé. Et ces dernières ont même été étendues aux familles des détenus et à leur avocats!

Ces derniers ont élevé de multiples protestations, verbales et écrites, et certains journaux en ont rendu compte.

Pourtant, ceux qui détiennent la clé des solutions ont opposé à ces mises en garde un mur de silence. Et ce silence a constitué tout naturellement un encouragement pour tous ceux qui se sont comportés en hors-la loi à l'égard des détenus, des familles et des défenseurs.

Ce qui était prévisible depuis longtemps est arrivé: les prisonniers ont fini par recourir à la plus désespérée des solutions: la grève illimitée de la faim.

Celle-ci a commencé le 8 novembre à la prison centrale de Kenitra. Les quatre détenus de Casablanca ont suivi le mouvement quelques jours après.

Devant cette situation dramatique les familles ne pouvaient que tenter de dissuader les leurs de continuer à se défendre par cette marche inexorable vers l'anéantissement. Mais les familles n'ont pu rendre visite aux détenus : "la réglementation, leur dit-on, interdit la visite de ceux qui ont déclenché une grève de la faim". Ainsi, "la réglementation" autorise que le détenu devienne un proscrit, et que ses proches soient privés d'un droit où il devient vital!

Mais il y a plus: les avocats eux-mêmes ont été empêchés de voir leurs clients: pourtant, personne n'a jamais contesté jusqu'à présent que le droit de visite à l'avocat ne doit jamais subir d'entrave, quelles que soient les circonstances. Personne n'a jamais contesté jusqu'à présent que "la réglementation" - ce saint que d'aucuns invoquent constamment pour priver les faibles de leurs droits - contient au contraire toutes sortes de dispositions qui affirment clairement que le droit de visite de l'avocat ne doit jamais être entravé, puisqu'il constitue, au fond, un droit essentiel du détenu lui-même.

Les responsables n'ont pas cessé d'attirer l'attention des responsables sur la gravité d'une situation parfaitement illégale et qui ne pouvait que conduire à l'irréversible: la mort.

Les responsables auxquels nous nous sommes adressés à différents niveaux ont refusé de comprendre que l'isolement implacable et illégal auquel les détenus sont soumis ne peut que renforcer la détermination de ces derniers à mesure que leurs ressources physiques diminuent.

Devant la détérioration croissante leur état, plusieurs dizaines de détenus ont été dirigés sur l'infirmerie de la prison centrale de Kenitra. Mais une telle mesure pouvait-elle suffire? Nous sommes en droit d'en douter.

A Casablanca, les quatre détenus ont été hospitalisés à AVERROES il y a une vingtaine de jours dans un état critique. Pourtant, Saïda MENE-BHI est morte au matin du 11 décembre.

Serait-elle morte si cette grève du désespoir avait été évitée par ceux qui avaient la responsabilité de faire respecter la dignité des détenus?

Serait-elle morte si ces responsables n'avaient pas aggravé la situation - une fois la grève lancée - en interdisant tout contact entre les détenus et leurs familles et défenseurs.

Demain, d'autres détenus peuvent succomber, et pour les mêmes raisons. Car, après la mort de Saïda MENE-BHI, on ose encore nous empêcher de rendre visite à ces détenus exposés au même danger et de tenter de trouver avec eux d'abord, et ensuite avec ceux qui détiennent la clé des solutions, une issue à cette situation tragique.

Et cet isolement, que rien ne saurait justifier, inflige du même coup la pire des tortures morales aux familles des détenus: elles ne savent plus si les leurs doivent désormais compter parmi les vivants ou parmi les morts. car la mort de Saïda n'est peut-être que le début d'une série.

CASABLANCA LE 13 DECEMBRE 1977.

- Abderrahman BENAMEUR ancien batonnier, avocat à Rabat.
- Abderrahman BERRADA avocat à Casablanca.
- Mohamed KARAM avocat à casa.
- Abderrahim JAMAI avocat à Kenitra.

suite tunisie

n'a abouti qu'au maintien des bas salaires sans favoriser en rien le développement. La montée des prix est devenue inévitable. Parallèlement, le pouvoir devenait de plus en plus autoritaire. Bourguiba allait écoper: Ahmed MESTIRI qui anime le courant libéral et majoritaire au sein du Parti Destourien. La répression frappait désormais les nombreux courants d'oppositions: en 10 ans, plus de 30 procès politiques préfabriqués. Aussi l'avortement de l'union avec la Lybie en 1974, n'a pu être ressenti par une grande partie de la population souffrant du chômage et de la politique néo-colonialiste, que comme conséquence du réflexe égoïste des nantis du pouvoir craignant pour leur avenir et leurs privilèges et de celui de leurs maîtres les impérialistes.

C'est cette situation politique sociale et économique qui s'aggrave de jour en jour, qui a poussé le peuple Tunisien à prendre ses affaires en main. Il l'a montré le 26 Janvier avec détermination et il continuera dans sa lutte de tous les jours avec le soutien et la solidarité du peuple arabe jusqu'à la victoire.

VIVE LE PREMIER MAI !

Une année s'est écoulée depuis le 1er mai 1977. Pourtant au MAROC, aucun signe, rien qui puisse nous dire que la condition de notre peuple s'améliore. Tout au contraire, malgré un relatif écartement du danger de création d'un état dans la région du Sahara Marocain sur le plan national, tout semble dire que, socialement ou économiquement, la situation de notre pays n'a fait que s'aggraver. En témoignent les nombreuses luttes qui se sont déroulées tout récemment dans les différents secteurs d'activités : Phosphates - Sucreries ZAI0 - Enseignement - Dockers...

En effet, les travailleurs marocains dans notre pays, ouvriers et paysans continuent de subir les contrecoups du malaise économique et de l'ensemble de la politique actuelle du pouvoir réactionnaire orientée et totalement inféodée à l'impérialisme international. Politique industrielle et politique agricole sont encore régies et élaborées suivant les besoins de l'impérialisme créant des déséquilibres économiques alarmants à l'heure actuelle.

Les répercussions sur la vie des masses laborieuses dépassent les limites de la tolérance. Au niveau des salaires aussi minables soient-ils, pour tous ceux qui en ont, car ne n'oublions pas, il y a plusieurs millions de chômeurs, ils ne sont relégués qu'au prix d'une lutte serrée et ce qu'infimement. Quant aux prix, ceux des denrées les plus élémentaires du moins, sont sans cesse en augmentation.

Les conditions de travail et d'existence sont et restent catastrophiques. Aucune politique réelle du logement n'est mise en place. Par contre, la spécialité immobilière continue d'aller bon train.

Enfin, quant aux droits syndicaux et en général aux libertés démocratiques, ils sont bafoués, niés et réprimés. En témoigne le nombre des fils de notre peuple qui croupissent toujours dans les geôles du pouvoir.

En témoigne la répression aussi sanglante et aussi féroce contre les travailleurs, les paysans, la jeunesse lycéenne et estudiantine en lutte.

Oui, seules ces luttes, seules l'action et l'unité de ces luttes à travers tous les secteurs d'activité dans notre pays peuvent changer le cours des choses

Quand à l'étranger, la situation des travailleurs marocains et de l'ensemble des travailleurs immigrés reste des plus critiques.

Après la furieuse offensive répressive du gouvernement français contre les travailleurs immigrés, dont l'apogée reste les MESURES RACISTES de STOLERU toujours en vigueur, c'est le temps des expulsions et des refoulements arbitraires

En effet, beaucoup de travailleurs immigrés se font, ces temps-ci, retirer leur carte de séjour et de travail, se retrouvant en situation " irrégulière", sont arbitrairement refoulés par le ministère de l'intérieur vers leur pays d'origine.

CE sont nos libertés qui sont bafouées!
MOBILISONS-NOUS POUR DÉFENDRE NOS DROITS, NOS LIBERTES
POUR UN 1 ER MAI DE LUTTE!
VIVE LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS, IMMIGRES ET FRANCAIS!